

La science au service d'un développement durable ?...

Pierre Moszkowicz*

Rédacteur en chef, Insa de Lyon



« La Science au service d'un développement durable » est le titre d'un rapport (www.recherche.gouv.fr/rapport/devdurable) préparé à l'occasion du Sommet de la Terre réuni récemment à Johannesburg. Ce document a été réalisé par les principaux organismes de recherche français à la demande du ministère chargé de la recherche. Sa lecture est très intéressante pour tous ceux qui se posent (encore?) des questions sur le contenu « tangible » du concept de développement durable et sur son opérationnalité.

Le rapport dresse un bilan très complet des actions engagées en France, en particulier depuis le sommet de Rio, en abordant tous les domaines concernés, classés selon les trois enjeux majeurs: i) lutte contre la pauvreté et promotion de modes de substance viables, ii) modes de consommation et de production durables, iii) gestion plus responsable des ressources naturelles. La France a une longue tradition de travaux de recherches orientés vers les besoins des pays du sud, comme le démontre l'existence de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) ou bien celle du Centre de coopération internationale en recherche agronomique (Cirad). Les autres principaux organismes participent aussi très largement aux recherches concernant l'environnement (changement climatique, ressource en eau, énergie, procédés propres, impacts écologiques...) et les sociétés humaines (agriculture, démographie, impacts sanitaires...).

Les conclusions du rapport définissent des thématiques prioritaires et proposent des modes d'organisation de la recherche, qui permettraient une action plus efficace. L'accent

est mis sur la nécessité des travaux coopératifs internationaux et particulièrement « Nord-Sud » mais aussi entre les équipes de recherche « franco-françaises ». Une de ces conclusions préconise en effet le renforcement des capacités scientifiques dans les pays en développement, afin que les scientifiques de ces pays puissent participer pleinement aux programmes de recherche internationaux et aux débats concernant les questions mondiales d'environnement. Une autre des conclusions affirme la nécessité d'une recherche inter-disciplinaire intégrant l'apport des sciences humaines et sociales. Pour œuvrer dans cette perspective, les dispositifs de recherche doivent associer les différents spécialistes (écologues, biologistes, physicochimiste, hydrologues, aux côtés des économistes, sociologues, juristes, démographes...) en relation constante avec les institutions publiques, du secteur privé et de la société civile. Ces recommandations ne pourront être suivies d'effet qu'à la condition de mettre en œuvre les moyens adéquats. Ce ne sont pas essentiellement d'importants moyens matériels nouveaux mais des incitations et des modes d'organisation qui amèneront les chercheurs à ne pas trop rester ni "franco-français" ni mono-disciplinaires.

Les objectifs éditoriaux de la revue Déchets, Sciences et Techniques, devenue Revue francophone d'écologie industrielle sont bien inscrits dans ces perspectives. Trouvons là un encouragement à développer encore son rayonnement.

* Pierre Moszkowicz

Directeur du Laboratoire d'analyse environnementale des procédés et des systèmes industriels – Insa de Lyon – 20, avenue Albert Einstein - Bâtiment 404 - 69621 Villeurbanne cedex